

## Cabinet Président Michel – 05/02/2020

Présents :

- Cibran FERNANDEZ SILVA, conseiller «politique sociale » du Président, ancien conseiller du cabinet du Premier Ministre espagnol
- Gunta ANÇA, secrétaire générale EDF
- Marie DENNINGHAUS
- Olivier MAGRITTE

Gunta et Marie ont essayé d'obtenir des clarifications sur la manière dont l'EDF peut fonctionner efficacement avec la Présidence et le conseil pour faire avancer les dossiers importants pour les personnes handicapées. Elles ont pointé les difficultés « organisationnelle » et liées à l'obtention de documents, au travail dans la transparence, au flux d'informations...

M. Fernandez a répondu qu'il faudrait organiser une réunion avec le secrétariat général

Marie a posé la question du travail de la Présidence du Conseil par rapport à la présidence tournante (tous les 6 mois, un pays différent occupe la Présidence de l'Union européenne) : comment cela marche-t-il ? Le Président peut-il influencer le travail de la présidence tournante ?

M. Fernandez a répondu que l'on est dans la « zone grise ». Le Président ne peut agir que s'il a reçu un mandat du Conseil, ce qui dépend notamment de la présidence tournante. En comparaison, l'avantage du Président est sa « permanence » : il peut travailler dans la continuité. La Présidence aimerait recevoir des informations de l'EDF...

Gunta et Marie ont essayé d'obtenir des informations concernant la création d'un « Disability Focal Point » et sur l'existence d'un « focal point » au niveau de la Présidence

M. Fernandez a expliqué que la Présidence est en phase de mise en place et que lui-même vient d'entrer en fonction. Il va faire des recherches à ce propos. Il a demandé si l'EDF peut communiquer un exemple de « Focal point » national qui fonctionne bien, pour s'en inspirer...

OME a précisé que malheureusement la Belgique peut difficilement être prise comme exemple de bonne pratique : l'existence de points focaux dans les différentes entités de la Belgique fédérale, avec des compréhensions différentes du rôle de « Focal Point » donne des résultats trop variables pour pouvoir atteindre des résultats cohérents.

OME a essayé d'amener la discussion sur le terrain plus concret de l'action des Etats membres, et du processus de négociation en « Trilogues » (Commission-Parlement-Conseil) en prenant l'exemple du pilier social et du fait que réduire la pauvreté est un objectif central de l'Union, mais qu'un Etat tel que la Belgique ne parvient absolument pas à avancer dans ce sens...

M. Fernandez a essayé de répondre que cela dépend des pays. Le Portugal a un gouvernement social-démocrate, il va essayer d'agir à ce niveau... Dans d'autres Etats membres, ce sera différent...

OME a posé la question de la EDC, en pointant le fait que 8 Etats membres en sont preneurs et que le souhait serait d'arriver à 27. La présidence peut-elle jouer un rôle dans ce processus ?

M. Fernandez s'est montré très animé sur le sujet. Il a conseillé à l'EDF de mettre son énergie dans ce dossier, car c'est un dossier concret que des politiques peuvent « vendre ». Ce sera particulièrement vrai l'année prochaine avec le lancement du nouveau programme politique de la Commission européenne. La Commission doit compter avec le Conseil pour faire avancer ses dossiers. Il s'agit d'un dossier sur lequel

l'EDF peut obtenir des avancées. Le timing est très important. L'EDF doit « se mettre dans les chaussures d'un politicien » pour faire avancer les choses.

La rencontre s'est terminée-là...